



Commission
européenne



European Expert Network
on Economics of Education

La transition écologique sur le marché du travail : comment garantir l'égalité d'accès aux compétences vertes dans tous les systèmes d'éducation et de formation

Résumé analytique

Education et
formation

PPMi

Comment prendre contact avec l'Union européenne ?

Europe Direct est un service qui répond à vos questions sur l'Union européenne. Vous pouvez prendre contact avec ce service :

- par téléphone via un numéro gratuit : 00 800 6 7 8 9 10 11 (certains opérateurs facturent cependant ces appels),
- au numéro de standard suivant : +32 22999696 ou
 - par courrier électronique via la page : https://europa.eu/european-union/contact_fr

Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne, 2023

© Union européenne, 2023

Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source.

La politique de réutilisation des documents de la Commission européenne est régie par la décision 2011/833/UE (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39).

Les informations et opinions exprimées dans ce rapport n'engagent que ses auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion officielle de la Commission. La Commission ne garantit pas l'exactitude des données figurant dans la présente étude. Ni la Commission ni aucune personne agissant au nom de la Commission ne peut être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette étude.

Toute utilisation ou reproduction de photos ou d'autres documents dont l'Union européenne n'est pas titulaire des droits d'auteur est interdite sans l'autorisation des titulaires des droits d'auteur.

Merci de citer cette publication comme suit :

Janta, B., Kritikos, E. and Clack, T. (2023). 'La transition écologique sur le marché du travail : comment garantir l'égalité d'accès aux compétences vertes dans tous les systèmes d'éducation et de formation', Rapport analytique EENEE.

À PROPOS DE L'EENEE

L'EENEE est un réseau consultatif d'experts travaillant sur la dimension économique de l'éducation et de la formation. La création du réseau a été initiée par la Direction générale pour l'éducation et la culture de la Commission européenne et est financée par le programme Erasmus+. L'institut PPMI est responsable de la coordination du réseau EENEE. De plus amples informations sur l'EENEE et ses publications sont disponibles sur le site web du réseau www.eenee.eu. Pour toute demande de renseignements, veuillez nous contacter à l'adresse : eenee@ppmi.lt.

Donneur d'ordres :

PPMI

Gedimino pr. 50, LT -
01110 Vilnius, Lituanie
Tél. : +370 5 2620338
E-mail : info@ppmi.lt
www.ppmi.lt

AUTEURS :

Barbara Janta, RPA

Eliza Kritikos, RPA

Thibault Clack, RPA

PAIRS RÉVISEURS :

Miroslav BEBLAVÝ, Coordinateur scientifique, EENEE

Simon McGrath, Université de Glasgow

ÉDITEUR LINGUISTIQUE :

James Nixon. Copie/correction d'épreuves

COMMISSION EUROPÉENNE

Direction Générale de l'Éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture
Direction A — Stratégie politique et évaluation
Unité A.4 — Politique et évaluation fondées sur des données probantes

E-mail : eac-unite-a4@ec.europa.eu

Commission européenne
B-1049 Bruxelles

Résumé analytique

Ce rapport analytique présente un examen des **éléments probants sur l'accès et le processus d'acquisition des compétences pour la transition économique verte à travers l'enseignement et la formation professionnels initiaux (EFPI) et les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie (EFTLV) pour les personnes déjà sur le marché du travail**. Il se concentre sur les groupes sociétaux qui peuvent être particulièrement touchés par l'économie verte. Le contexte politique dans lequel s'inscrit ce document est fourni par les ambitions de l'UE en matière de transition écologique, exposées dans un certain nombre de documents politiques, qui soulignent l'importance des compétences pour atteindre les objectifs écologiques. Le rapport se concentre sur trois aspects interdépendants et (1) fournit les caractéristiques des emplois et compétences (plus) verts, (2) évalue dans quelle mesure les dispositions actuelles en matière d'éducation et de formation garantissent l'égalité d'accès à l'acquisition de compétences (plus) vertes, et (3) fournit des exemples de pratiques adoptées par les États membres pour créer un accès égal et juste aux possibilités d'éducation et de formation (plus) vertes.

L'analyse et les conclusions de ce rapport reposent sur un examen documentaire ciblé de sources internationales et européennes couvrant les États membres de l'UE et évaluant la situation et les tendances actuelles et futures (prochaine décennie) du marché du travail. Ce projet de recherche a permis d'identifier un large éventail de sources traitant des compétences vertes en général. Cependant, il faut noter une **relative rareté des sources sur le sujet spécifique de l'accès aux compétences vertes** dans l'ensemble de l'offre d'éducation et de formation.

Les sources examinées fournissent des preuves irréfutables que les marchés du travail connaissent des transitions écologiques. En effet, les économies plus larges s'orientent vers la décarbonisation, ce qui oblige de nombreux secteurs à devenir (plus) verts. Dans l'ensemble, les sources suggèrent que les **emplois (plus) verts nécessitent une combinaison de compétences non techniques et techniques, ainsi que des compétences transversales**. Jusqu'à l'automne 2022, il n'existait aucune approche commune pour définir et mesurer les emplois et compétences (plus) verts, que ce soit au niveau international, européen ou national, car les diverses organisations et agences gouvernementales formulent et adoptent leurs propres définitions et approches. L'absence de définitions et de méthodes d'évaluation communément admises pour les emplois et compétences (plus) verts **rend les comparaisons entre les juridictions difficiles**. **La nouvelle définition des « compétences pour la transition écologique » élaborée par le Groupe de travail inter-agences sur l'apprentissage par le travail à l'automne 2022 met l'accent sur les compétences techniques et transversales**. L'adoption et l'application cohérentes de cette approche aux niveaux international, communautaire et national constitueraient un pas en avant vers une plus grande clarté et cohérence des définitions, faciliteraient une planification, une mise en œuvre et une évaluation plus ciblées des politiques et permettraient une analyse comparative.

Des **efforts sont actuellement déployés pour enregistrer et analyser systématiquement les compétences (plus) vertes** dans l'ensemble des emplois afin de mieux comprendre les tendances et les besoins en matière d'emploi et de marché du travail. À cette fin, plusieurs **cadres et taxonomies ont été élaborés** par les parties prenantes. Cependant, il existe **peu de preuves** (recherches, données de suivi et d'évaluation) de **la manière dont ces développements sont utilisés dans la pratique** pour informer et transformer l'offre d'éducation et de formation, ainsi que l'accès à cette offre. Toutefois, cela est probablement dû au fait qu'il **s'agit de cadres encore très récents** et que la mise à jour/adoption de programmes d'études prend généralement beaucoup de temps.

Notre étude a montré que **l'écologisation du marché du travail affectera particulièrement certains groupes (à la fois négativement et positivement)**. Le **genre, l'âge et les niveaux de compétences** se sont **avérés être des déterminants clés des inégalités sociales potentielles dans l'obtention d'opportunités d'emplois (plus) verts**. Cependant, **il est difficile de désagréger l'impact de** chacune de ces **dimensions sociales en raison de l'intersectionnalité des désavantages**. Les données examinées indiquent que les travailleurs masculins passent à des emplois (plus) verts à un rythme plus rapide que les travailleurs féminins, mais certains secteurs à prédominance masculine (tels que l'extraction de combustibles fossiles) sont également particulièrement touchés par les pertes d'emploi dues aux transitions économiques vertes. Les femmes sont également désavantagées, car de nombreuses opportunités d'emploi (plus) verts exigent des compétences techniques et de gestion/direction, et les femmes sont traditionnellement sous-représentées dans les professions liées aux STEM et dans les rôles de direction. Les données suggèrent également que les jeunes travailleurs bénéficieront très probablement de l'augmentation des emplois (plus) verts, du fait que leur éducation comprend des composantes écologiques et que de nombreux programmes, notamment d'apprentissage, sont destinés aux jeunes travailleurs. Les travailleurs âgés peuvent être désavantagés dans l'acquisition de compétences vertes, car ils bénéficient en moyenne de moins de possibilités d'éducation et de formation. En outre, il a été constaté que les travailleurs âgés étaient également confrontés à des difficultés résultant de leur surreprésentation dans les secteurs subissant l'impact négatif des transitions économiques vertes, tels que l'extraction de combustibles fossiles (le charbon en particulier), ainsi que du déclassement professionnel et de l'ancienneté lors de la requalification. Les données examinées fournissent des conclusions peu probantes quant à l'impact de la transition écologique sur les différents niveaux de compétences. Cela résulte des définitions spécifiques des emplois et compétences (plus) verts adaptées dans les études, et de la perspective temporelle de l'examen des impacts à court et à long terme. Néanmoins, **une augmentation des niveaux d'emploi globaux est prévue, avec des impacts diffus à travers tous les niveaux de compétences et toutes les professions**. Par conséquent, il est évident que la formation professionnelle et la mise en place de programmes de requalification et de perfectionnement sont nécessaires à tous les niveaux de compétences.

Comme indiqué plus haut, notre étude a montré que la transition écologique touchera toutes les sphères de la société et que tout le monde sera impacté, mais que **certains groupes sociaux sont déjà (et seront à l'avenir) plus touchés que d'autres**. Toutefois, les **politiques** susceptibles de garantir l'égalité d'accès aux emplois et compétences (plus) verts **ne sont toujours pas appliquées de manière systématique, exhaustive et cohérente dans tous les domaines d'action**, ce qui entraîne souvent **une déconnexion entre les politiques et les approches en matière de développement des emplois et compétences (plus) verts et leur impact sur la société**.

Le rapport se termine par une série de recommandations à l'intention des décideurs politiques européens et nationaux, en les replaçant dans le contexte des priorités politiques plus larges liées aux mesures de relance suite à la pandémie de COVID-19 et à la crise énergétique actuelle. Le document inclut les recommandations suivantes : (1) **élaborer une définition commune des emplois et compétences (plus) verts**, (2) **collecter des indicateurs sociaux et économiques** pertinents (ventilés selon des axes spécifiques d'inégalités potentielles) **pour suivre les tendances en matière d'emploi, d'éducation et de formation**, (3) **mieux utiliser les ressources, les taxonomies et les cadres disponibles**, et (4) **assurer une action politique coordonnée et cohérente** en tenant compte de l'interrelation des domaines politiques.

(Cette page est intentionnellement laissée blanche)

Comment trouver des informations sur l'Union européenne ?

En ligne

Des informations sur l'Union européenne sont disponibles, dans toutes les langues officielles de l'UE, sur le site web de l'Europe à l'adresse : https://europa.eu/european-union/index_fr

Publications de l'Union européenne

Vous pouvez télécharger ou commander des publications gratuites et payantes à l'adresse : <https://publications.europa.eu/fr/publications>. Vous pouvez obtenir plusieurs exemplaires de publications gratuites en contactant Europe Direct ou votre centre d'information local (https://europa.eu/european-union/contact_fr).



Office des publications
de l'Union européenne